

De: Dubeau, Amy (OPO/BOA)

Envoyé: February 17, 2023 3:26 PM

Destinataire: ~Government Operations and Estimates/Opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires <OGGO@parl.gc.ca>

Objet: RE: OGGO: Invitation to appear | 2023-02-13 | Invitation à comparaître

Bonjour Aimee,

À sa comparution du 13 février 2023 devant le comité OGGO au sujet des contrats de consultation du gouvernement fédéral attribués à McKinsey & Company, l'ombudsman de l'approvisionnement s'est engagé à revenir devant le Comité avec certains documents et informations en réponse aux questions des membres du Comité.

Vous trouverez ci-joint la lettre reçue de la ministre en réponse à la question 1 et le nombre de recommandations formulées en réponse à la question 2. Les réponses aux questions 3 et 4 vous parviendront dès qu'elles seront prêtes.

Question 1

M. Michael Barrett : Merci, Monsieur, de vous joindre à nous aujourd'hui. Vous avez mentionné la lettre que vous avez reçue de la ministre. Pourriez-vous la fournir au comité?

M. Alexander Jeglic : Oui

Réponse 1

Aujourd'hui, nous fournissons au Comité une copie de la lettre de la ministre, reçue le 3 février 2023.

Question 2

M. Michael Barrett : Combien de recommandations avez-vous formulées au gouvernement au cours de votre mandat?

M. Alexander Jeglic : Je vais devoir reporter ma réponse à cette question, puisque je n'ai pas le chiffre en main. C'est une combinaison [de recommandations provenant à la fois des examens des pratiques d'approvisionnement et des examens des plaintes.

Réponse 2

Aujourd'hui, nous fournissons au Comité le nombre de recommandations résultant des examens des plaintes et des examens des pratiques d'approvisionnement effectués depuis que M. Alexander Jeglic a été nommé ombudsman de l'approvisionnement en avril 2018.

Question 3

M. Michael Barrett : Avez-vous une quelconque visibilité sur le régime d'intégrité des approvisionnements?

M. Alexander Jeglic : En fait, je me suis posé la question en regardant certaines réunions du comité OGGO. Je ne suis pas certain que cela relève de mon mandat, mais je vais demander à notre conseiller

juridique, car de la manière dont nous sommes structurés, nous devons être en mesure d'avoir la compétence sur cette politique en particulier afin de pouvoir émettre un avis.

M. Michael Barrett : J'aimerais que vous puissiez rendre compte des résultats de ces conseils au comité OGGO, si vous le voulez bien. Ce serait très utile...

Réponse 3

Nous ferons rapport au Comité sur la question de la compétence de l'ombudsman de l'approvisionnement en ce qui concerne le régime d'intégrité dès que possible après le retour de notre conseiller juridique le 24 février 2023.

Question 4

M. Kelly McCauley : Merci encore, M. Jeglic, d'être parmi nous. Très rapidement, vous avez mentionné à quelques reprises que vous n'avez pas encore reçu la portée complète de votre étude pour l'examen du dossier McKinsey.

M. Alexander Jeglic : Nous avons reçu la demande de la ministre, mais il nous incombe toujours d'effectuer une analyse des motifs raisonnables et de déterminer quelle est la portée réelle.

M. Kelly McCauley : Pourriez-vous nous faire savoir quand vous aurez terminé et nous le faire parvenir.

M. Alexander Jeglic : Absolument.

Réponse 4

Nous fournirons au Comité la portée de l'examen de McKinsey dès que nous aurons terminé l'évaluation des motifs raisonnables.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à me contacter.

Bon week-end!

Amy Dubeau

Directrice, Communication et gestion des affaires
Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement / Gouvernement du Canada



Ottawa, Canada K1A 0S5

Le 3 février 2023

Protégé B

M. Alexander Jeglic
Ombudsman de l'approvisionnement
Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement
410, avenue Laurier Ouest
Ottawa (Ontario) K1R 1B7

Monsieur l'Ombudsman,

Je vous écris pour vous demander, suivant l'alinéa 22.1(3)a) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, d'examiner les pratiques d'acquisition de biens et de services des différents ministères afin de vérifier si elles sont justes, ouvertes et transparentes. L'examen en question devra s'intéresser plus particulièrement aux pratiques employées par les ministères et organismes fédéraux pour acquérir des services par l'entremise de contrats avec le cabinet McKinsey & Company.

Conformément au paragraphe 4(1) du *Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement*, l'examen demandé devra établir si les pratiques en cause respectent les obligations que les divers accords nationaux et internationaux imposent au Canada, la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le règlement d'application de cette dernière et les politiques et directives du Conseil du Trésor. L'examen devra en outre évaluer les pratiques d'approvisionnement de Services publics et Approvisionnement Canada et des autres ministères et organismes fédéraux qui ont adjudgé des contrats au moyen de leurs propres pouvoirs de passation de marchés. Il serait enfin utile d'étudier les rôles et responsabilités des ministères et organismes fédéraux dans les cas où ils étaient les clients de contrats adjudgés en leur nom par Services publics et Approvisionnement Canada.

Dernièrement, le Comité permanent des comptes publics a adopté la motion adoptée en premier lieu par le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires et demandant entre autres à la vérificatrice générale de soumettre à un audit d'optimisation et de gestion les travaux effectués par le cabinet McKinsey & Company pour le compte du gouvernement fédéral. Conjugués aux résultats de l'examen des pratiques d'approvisionnement, cet audit pourrait permettre d'établir s'il y a lieu d'apporter des ajustements et des correctifs supplémentaires aux pratiques fédérales en matière d'approvisionnement – et lesquels – afin qu'elles demeurent justes, ouvertes et transparentes.

.../2

Ministre des Services publics
et de l'Approvisionnement
Receveur général du Canada



Minister of Public Services
and Procurement
Receiver General for Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5

De plus, la présidente du Conseil du Trésor et moi-même tenons à ce que les organismes fédéraux passent en revue leurs propres contrats avec McKinsey & Company. Les résultats de cet exercice, et les documents qui en ressortiront pourraient vous être utiles pour votre examen.

Je suis convaincue que l'examen demandé sera réalisé à l'intérieur des délais prévus au paragraphe 6(1) du *Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement* et j'en attendrai les résultats avec impatience.

Cordiales salutations,

La ministre des Services publics et de l'Approvisionnement,

L'honorable Helena Jaczek, M.D., C.P., députée

OFFICE OF THE PROCUREMENT OMBUDSMAN | BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'APPROVISIONNEMENT

Nombre total de recommandations transmises au gouvernement depuis cinq ans (examens des pratiques d'approvisionnement et des plaintes)

Au total, 77 recommandations ont été formulées dans 14 examens des pratiques d'approvisionnement.

| Examen des pratiques d'approvisionnement menés à terme (2018 à 2023) | | | |
|--|-----------|---|-------------------------|
| N° | Exercice | Organisme visé | Date de fin de l'examen |
| 1 | 2018-2019 | Agence canadienne d'inspection des aliments | Février 2020 |
| 2 | 2018-2019 | Ministère des Pêches et des Océans | Février 2020 |
| 3 | 2019-2020 | Environnement et Changement climatique Canada | Juillet 2020 |
| 4 | 2019-2020 | Emploi et Développement social Canada | Octobre 2020 |
| 5 | 2020-2021 | Gendarmerie royale du Canada | Décembre 2021 |
| 6 | 2020-2021 | Parcs Canada | Juillet 2021 |
| 7 | 2020-2021 | Transports Canada | Juillet 2021 |
| 8 | 2020-2021 | Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada | Septembre 2021 |
| 9 | 2020-2021 | Agence des services frontaliers du Canada | Novembre 2021 |
| 10 | 2020-2021 | Ressources naturelles Canada | Novembre 2021 |
| 11 | 2021-2022 | Ministère de la Défense nationale | Mai 2022 |
| 12 | 2021-2022 | Conseil national de recherches Canada | Septembre 2022 |
| 13 | 2021-2022 | Service correctionnel du Canada | Octobre 2022 |
| 14 | 2021-2022 | Innovation, Sciences et Développement économique Canada | Octobre 2022 |

Au total, 6 recommandations ont été formulées dans 10 examens portant sur des plaintes.

| Examen de plaintes sur l'adjudication d'un contrat | | | | |
|--|---------------|-----------------------|--------------------------------|--|
| N° | N° de dossier | Ministère | Date de publication du rapport | Titre |
| 1 | 2018-19-036 | Affaires mondiales | Décembre 2018 | Embauche d'un photographe hôte pour le G7 |
| 2 | 2018-19-173 | Service correctionnel | Avril 2019 | Acquisition de services-conseils |
| 3 | 2021-22-1648 | Affaires mondiales | Janvier 2022 | Acquisition de services d'évaluation pour le projet Soutien au commerce et à l'investissement entre le Canada et l'Ukraine |
| 4 | 2021-22-1877 | Parcs Canada | Février 2022 | Acquisition de services de construction |

| | | | | |
|---|--------------|--|--------------|--|
| 5 | 2021-22-1945 | Agence de la santé publique | Mars 2022 | Acquisition de services de perfectionnement avancé en leadership |
| 6 | 2022-23-2319 | Innovation, Sciences et Développement économique | Février 2023 | Acquisition de services de traduction |